



Assemblée générale
Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

A/49/80
S/1994/204
23 février 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Quarante-neuvième session
Points 64 et 65 de la
liste préliminaire*
DÉSARMEMENT GÉNÉRAL ET COMPLET
EXAMEN ET APPLICATION DU DOCUMENT DE
CLÔTURE DE LA DOUZIÈME SESSION
ORDINAIRE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Quarante-neuvième année

Lettre datée du 21 février 1994, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent de la République populaire démocratique
de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le mémorandum publié le
18 février 1994 par le Ministère des affaires étrangères de la République
populaire démocratique de Corée (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de
la présente lettre et de son annexe comme document officiel de l'Assemblée
générale, au titre des points 64 et 65 de la liste préliminaire, et du Conseil
de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) PAK Gil Yon

* A/49/50.

ANNEXE

Mémoire publié le 18 février 1994 par le Ministère
des affaires étrangères de la République populaire
démocratique de Corée

FAITS CONCERNANT LA PRODUCTION DE PLUTONIUM PAR DES RÉACTEURS
À EAU LOURDE SOUS PRESSION EN CORÉE DU SUD

Chacun sait que les différents gouvernements sud-coréens ont poursuivi leur programme clandestin d'armement nucléaire sous le "parapluie nucléaire" des États-Unis.

Le Ministère des affaires étrangères de la République populaire démocratique de Corée a publié un mémoire au début de l'an dernier, révélant le programme d'armement nucléaire de la Corée du Sud.

De nombreux gouvernements, partis politiques et organisations publiques, de même que la communauté mondiale dans son ensemble, ont exprimé leur vive préoccupation devant les machinations ourdies par les autorités sud-coréennes afin d'acquérir l'arme nucléaire et exigé l'arrêt immédiat de ces activités. Le Gouvernement sud-coréen a toutefois refusé d'accéder à cette demande et accéléré l'exécution de son programme.

Au sujet d'une autre révélation du fait que les autorités sud-coréennes ont récemment augmenté la production de plutonium par leur réacteur à eau lourde sous pression pour la mise au point d'armes nucléaires, le Ministère des affaires étrangères de la République populaire démocratique de Corée publie le présent mémoire, jugeant indispensable de faire connaître la vérité à ce sujet.

I. POLITIQUE DES AUTORITÉS SUD-CORÉENNES EN MATIÈRE
D'ARMEMENT NUCLÉAIRE ET INSTALLATION D'UN
RÉACTEUR À EAU LOURDE SOUS PRESSION

La politique de la Corée du Sud en matière d'armement nucléaire a été élaborée au début des années 70. Dans les années 60, on a assisté à un effondrement rapide du système colonial des impérialistes dans différentes régions du monde, entraînant la proclamation de l'indépendance par de nombreux pays sous domination coloniale. Dans les années 70, les États suzerains ont commencé à retirer leurs effectifs militaires de leurs anciennes colonies.

Embarrassé par cette évolution, l'ancien dictateur Park Chung Hee a tenté de trouver une échappatoire par la mise au point d'un programme d'armement nucléaire. Un ancien collaborateur proche du "Chongwadae" a affirmé que Park Chung Hee avait conclu que l'acquisition de l'arme nucléaire était indispensable à une capacité de défense nationale autonome (mensuel sud-coréen Shing Dong-a, numéro d'avril 89).

Rappelant cette période, un journal sud-coréen a signalé que, d'après tous les témoignages, Park Chung Hee semblait avoir décidé d'acquérir le plus rapidement possible l'arme nucléaire au milieu des années 70. (Journal sud-coréen Chungang Ilbo, 6 août 1992)

S'étant engagé à poursuivre un programme d'armement nucléaire, Park Chung Hee a eu pour principal souci d'obtenir des matières nucléaires explosives et d'installer un réacteur à eau lourde sous pression à cette fin.

Le mensuel sud-coréen Wolgan Choson, dans son numéro d'août 1988, a indiqué que Park Chung Hee avait imposé silence aux membres de son gouvernement opposés à l'introduction de ce type de réacteur et chargé le Président Moon Choong Shik, de la Korea Electric Power Corporation (KEPOK), d'accélérer la mise en place du réacteur. Cela semblait refléter sa préoccupation au sujet de l'acquisition d'armes nucléaires.

Dans son numéro d'octobre 1991, la même revue a signalé que, d'après une personne qui avait été étroitement associée au programme nucléaire, le réacteur Wolsong, importé du Canada, avait pour but de fabriquer des armes nucléaires.

Même un physicien, qui se souvient de l'installation de ce type de réacteur, a affirmé qu'il était apparemment lié à la mise au point d'armes nucléaires (mensuel sud-coréen Shin Dong-a, numéro d'avril 1989). La Corée du Sud s'est lancée dès la fin des années 70 dans un programme de production pilote d'armes nucléaires à l'aide d'un réacteur à eau lourde sous pression. Les efforts qu'elle a déployés pour acquérir l'arme nucléaire se sont intensifiés sous le régime de Chun Doo Hwan.

Le 19 décembre 1980, Chun Doo Hwan a décidé de regrouper et de dissoudre les organismes subventionnés par le Gouvernement, manoeuvre visant à faire croire que le programme d'armement nucléaire avait été abandonné, mais destinée en fait à renforcer leurs capacités de recherche. (Annuaire sud-coréen Yonhap, édition de 1981)

En septembre 1983, Lee Ki Baek, alors Président du Comité des chefs d'état-major de l'armée de la "République de Corée", a présenté un rapport oral sur la politique nucléaire de la Corée du Sud à Chun Doo Hwan; la stratégie secrète de l'option nucléaire a été mise au point à cette occasion et, depuis lors, vigoureusement poursuivie. (Mensuel sud-coréen Wolgan Choson, numéro d'octobre 1991)

Sous prétexte de localiser le combustible nucléaire, le régime militaire de Chun Doo Hwan a réussi à mettre au point le combustible pour la filière à eau lourde sous pression en 1986 et achevé la mise en place des installations expérimentales devant servir au traitement du combustible en 1987. Cela a permis au régime de progresser vers l'acquisition d'une capacité indépendante lui permettant de produire tout le combustible nucléaire nécessaire pour le réacteur Wolsong et de perfectionner en même temps la technologie utilisée pour le retraitement du combustible irradié.

Le régime militaire de Roh Tae Woo, ce faisant, a renforcé la base industrielle de son programme d'armement nucléaire. Soulignant la nécessité de s'adapter face à l'évolution rapide de la situation, Roh Tae Woo a fait adopter la Déclaration de Taedok, aux termes de laquelle le projet relatif à la création du centre scientifique de Taedok, base du programme d'armement nucléaire, devait être achevé d'ici 1992, soit quatre ou cinq ans avant la date prévue et, le 27 novembre 1992, il a présidé la cérémonie marquant la mise en service du projet (annuaire sud-coréen Dong-a, édition 1991, chaîne de télévision NBC, 27 novembre 1992).

À chacune des étapes de leur programme d'armement nucléaire, les autorités sud-coréennes ont tenté de détourner l'attention de l'opinion publique mondiale, mettant en avant leur système de réacteurs à eau ordinaire. Comme l'accélération du programme d'armement nucléaire sud-coréen suscitait des critiques de plus en plus vives au sein de la communauté mondiale, Kim Young Sam a tenté de se disculper en affirmant que le Gouvernement n'avait aucune intention de poursuivre un programme nucléaire indépendant (Radio sud-coréenne No 1, 14 novembre 1993).

La décision des autorités sud-coréennes d'installer un réacteur à eau lourde sous pression était motivée par l'analyse indiquant que le plutonium provenant du retraitement de l'uranium naturel avait un degré de pureté plus élevé que celui provenant de l'uranium irradié enrichi, selon le mensuel sud-coréen Wolgan Choson (numéro d'avril 1992).

Ce mensuel, dans son numéro de novembre 1989, a indiqué que le Président du Conseil non gouvernemental sud-coréen de l'énergie atomique et de la sûreté nucléaire avait dit, au début des années 70, que le réacteur canadien de type deutérium-uranium (CANDU) était alimenté par de l'uranium naturel que la Corée du Sud pouvait fournir elle-même.

L'installation de ce type de réacteur vise également à soustraire le pays à la supervision de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Un physicien sud-coréen, qui se souvient de la période où ce type de réacteur a été installé, a avoué que la supervision de l'Agence était très difficile, car avec ce réacteur, il peut y avoir un déchargement aléatoire du combustible (mensuel sud-coréen Shin Dong-a, numéro d'avril 1989).

Comme indiqué plus haut, le réacteur Wolsong est une pile axée sur la production de plutonium que les autorités sud-coréennes ont mise en service dans le cadre de leur politique d'armement nucléaire.

II. STOCKAGE DE PLUTONIUM DANS LE RÉACTEUR À EAU LOURDE SOUS PRESSION ET MISE EN PLACE DU SYSTÈME PERMETTANT DE METTRE EN OEUVRE LE PROGRAMME D'ARMEMENT NUCLÉAIRE

Le réacteur Wolsong joue un rôle clef dans le programme d'armement nucléaire poursuivi par le Gouvernement sud-coréen. Aux termes du contrat conclu en décembre 1974 par le Canada et la Corée du Sud, l'exécution de ce projet a commencé en janvier 1976 et le réacteur est entré en service en avril 1983.

La Corée du Sud dispose actuellement d'un réacteur à eau lourde sous pression Wolsong, de réacteurs de recherche polyvalents (K-NRR) et d'installations d'essai après irradiation qui constituent le système de production de plutonium.

Après une période d'exploitation d'un an, un réacteur à eau lourde sous pression de 1 000 MWe peut produire une quantité de matière nucléaire suffisante pour fabriquer une cinquantaine de bombes atomiques du type Nagasaki. Le réacteur de 678,7 MWe mis en service par la Corée du Sud en 1983 a donc produit maintenant des quantités de plutonium suffisantes pour fabriquer plus de 370 bombes atomiques.

Dans son numéro du 2 novembre 1993, le quotidien américain International Herald Tribune a indiqué que la Corée du Sud accélérait la mise en oeuvre de son programme ambitieux d'armement nucléaire soumis aux "garanties" de l'AIEA, ajoutant que, d'après les experts, le combustible irradié qu'elle avait accumulé produirait une dizaine de tonnes de plutonium s'il était retraité. Ce stock devrait atteindre 24 tonnes d'ici l'an 2000. La revue japonaise Sekai, dans son numéro de décembre 1992, a également souligné ce point, indiquant que la Corée du Sud avait stocké une dizaine de tonnes de plutonium extrait du combustible irradié. Il est évident que la mise en service d'un autre réacteur à eau lourde sous pression, actuellement en construction, augmentera considérablement ce stock.

La Corée du Sud accélère l'exécution de ses projets visant à construire d'autres réacteurs de ce type afin d'extraire une plus grande quantité de plutonium, sous prétexte de retraiter 300 tonnes de combustible irradié déchargé par huit réacteurs à eau ordinaire actuellement en service et 1 140 tonnes de combustible irradié, stocké sous eau à recycler dans ces réacteurs.

Le journal sud-coréen Hangyore Sinmun a signalé à ce sujet, le 15 mars 1990, que les autorités sud-coréennes envisageaient de recycler le combustible irradié dans les réacteurs à eau ordinaire en un combustible faiblement enrichi dans un réacteur à eau lourde sous pression avec d'autres déchets d'uranium, mesure indiquant des considérations militaires reflétées par leur intention de construire d'autres filières à eau lourde sous pression en vue d'une extraction plus facile du plutonium.

Peter Hayes, activiste antinucléaire, a écrit, dans un article intitulé "La République de Corée et la question nucléaire", qu'il était évident que les Sud-Coréens n'avaient pas abandonné l'idée de retraiter leur combustible irradié. En octobre 1989, la Corée du Sud a engagé des négociations officieuses afin d'organiser un arrangement trilatéral avec les États-Unis et le Canada aux fins du retraitement commun du combustible sur son territoire.

Également en octobre 1989, un représentant de la KEPCO a dit, à un séminaire organisé par l'AIEA à Vienne, que la Corée du Sud souhaitait installer d'autres réacteurs à eau lourde sous pression. Un représentant du Gouvernement sud-coréen a ajouté à la même séance que son pays souhaitait retraiter le combustible irradié dans les réacteurs à eau ordinaire afin de recycler le plutonium dans les réacteurs à eau lourde. Le problème est que le combustible nucléaire irradié provenant de ce type de réacteur est détourné directement vers

la fabrication d'armes nucléaires après sa conversion en plutonium dans une usine de retraitement inconnue du centre scientifique de Taedok.

III. LES RÉACTEURS À EAU LOURDE SOUS PRESSION DOIVENT ÊTRE REPLACÉS PAR DES RÉACTEURS À EAU ORDINAIRE

Les autorités sud-coréennes ont autorisé les États-Unis à déployer de nombreuses armes nucléaires dans leur pays, tout en accélérant elles-mêmes leur propre programme d'armement nucléaire, et envisagent même maintenant d'acquérir des missiles Patriot. Cela démontre l'incongruité de leurs déclarations et des mesures prises par elles visant prétendument à mettre en oeuvre "la Déclaration commune sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne". La Corée du Sud, par ses agissements, fait perdre toute validité à cette déclaration.

Un chercheur américain, Selig S. Harrison, a dit à ce sujet que l'accord avait suscité des critiques de plus en plus vives en Corée du Sud depuis le départ de M. Roh. L'un des principaux conseillers du Président Kim Young Sam, Chung Jey Moon, Président de la Commission des affaires étrangères et de l'unification de l'Assemblée nationale, a demandé un réexamen de l'accord de 1991. "Nous savons que nous pouvons produire de l'énergie nucléaire à bas prix si nous disposons d'usines de retraitement" a dit M. Chung en mai dernier, et "nous ne pouvons continuer à dépendre de pays étrangers pour la fourniture de combustible nucléaire" (International Herald Tribune du 2 novembre 1993).

Les tentatives de plus en plus manifestes faites par les autorités sud-coréennes pour invalider la Déclaration commune sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne se sont encore intensifiées ces derniers temps, alors qu'un grand tapage était fait autour du prétendu programme nucléaire que la République populaire démocratique de Corée est soupçonnée de poursuivre.

L'ancien Ministre sud-coréen de l'unification nationale, Lee Se Ghee, a dit, en avril 1993, que la Déclaration commune Nord-Sud sur la dénucléarisation avait été invalidée en principe, insistant sur le fait qu'il était "grand temps d'acquérir une capacité nucléaire" et que "l'Assemblée nationale devrait soutenir ce projet" (journal sud-coréen Dong-a Ilbo du 11 avril 1993).

La chaîne de télévision sud-coréenne NBC a signalé, le 9 octobre 1993, que, d'après certains observateurs, Kim Young Sam avait convoqué une réunion des ministres s'occupant de questions liées à la sécurité, à laquelle avait assisté le Ministre de la science et de la technologie, fait inhabituel, pour étudier les questions relatives à l'acquisition d'usines de retraitement du combustible nucléaire et réexaminer la Déclaration sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne.

Il est devenu évident que le tapage persistant fait par les autorités sud-coréennes autour du prétendu programme nucléaire de la République populaire démocratique de Corée vise en fait à justifier leurs propres tentatives d'acquérir l'arme nucléaire.

À ce sujet, l'hebdomadaire roumain Europa, dans son numéro 152, dit que le vacarme fait par les autorités sud-coréennes au sujet du "programme nucléaire présumé" du Nord s'inscrivait dans le cadre de la campagne de propagande qu'elles ont lancée afin de légaliser leur propre programme d'armement nucléaire.

Le New Korea Times, journal des Coréens installés au Canada, a signalé, le 23 octobre 1993, que les nouvelles forces de droite en Corée du Sud se prononçaient avec vigueur pour l'acquisition d'armes nucléaires et que les forces d'opposition étaient tout aussi résolues. Reflétant l'opinion des partisans et adversaires, l'indépendance nucléaire de la Corée du Sud s'est également révélée être un sujet de discussion favori à l'Assemblée nationale.

Ces faits suffisent à montrer que les autorités sud-coréennes poursuivent frénétiquement la mise en oeuvre de leur programme d'armement nucléaire sans se préoccuper aucunement de la Déclaration commune sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne qu'elles ont maintenant vidée de son sens.

Les autorités sud-coréennes doivent renoncer à leur politique d'armement nucléaire afin de contribuer à la dénucléarisation de la péninsule coréenne, éliminer les matières nucléaires qu'elles ont déjà produites ou importées et prendre d'urgence des mesures pour démanteler leurs réacteurs à eau lourde sous pression en service et en construction et les remplacer par des réacteurs à eau ordinaire.
